

**FIPECO le 12.05.2023**  
Les commentaires de l'actualité

## **L'investissement public dans la zone euro en 2022**

**François ECALLE**

L'investissement public désigne ici la somme des investissements réalisés par les administrations publiques et des aides à l'investissement qu'elles versent aux entreprises, privées ou publiques. Il s'agit donc de la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement.

**L'investissement public a été relativement stable, en pourcentage du PIB, dans la zone euro dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Il a connu un pic en 2009, sous l'effet des plans de relance et de la baisse du PIB, puis une baisse importante jusque vers 2016. Malgré une remontée à partir de 2017, il était encore en 2019 au-dessous de son niveau de 2006-2007 en moyenne dans la zone euro.**

**De 2019 à 2022, en euros courants, l'investissement public a augmenté de 41 % dans la zone euro, de 20 % en France, de 35 % en Allemagne, de 130 % en Italie, de 43 % en Espagne et de 15 % aux Pays-Bas.**

**Rapporté au PIB, il s'est accru de 0,9 point en moyenne dans la zone euro (0,2 point pour les investissements des administrations publiques et 0,7 point pour les aides à l'investissement). Il a augmenté de 0,4 point en France, de 0,6 point en Allemagne, de 3,6 points en Italie et de 0,9 point en Espagne. En moyenne dans la zone euro, l'investissement public a nettement dépassé en 2021 et 2022 son niveau d'avant la crise de 2008-2009.**

**En pourcentage des dépenses publiques, il est passé de 7,5 % en 2019 à 8,7 % en 2022 dans la zone euro, de 8,1 % à 8,5 % en France, de 7,6 % à 8,1 % en Allemagne et de 6,4 % à 11,8 % en Italie.**

**Cette croissance des investissements public devrait satisfaire les économistes qui l'appelaient de leurs vœux mais encore faudrait-il que leur utilité soit assurée. Leur progression en Italie, surtout imputable aux aides à l'investissement, est étonnamment forte même si elle est largement financée par des fonds européens.**

**Avec un investissement public représentant 4,9 % du PIB, la France est au 6<sup>ème</sup> rang de la zone euro en 2022 (elle était au 3<sup>ème</sup> rang en 2019). L'investissement public représente 4,0 % du PIB en Allemagne, 6,7 % en Italie, 3,4 % en Espagne et 3,5 % aux Pays-Bas en 2022. La moyenne de la zone euro est à 4,4 % du PIB.**

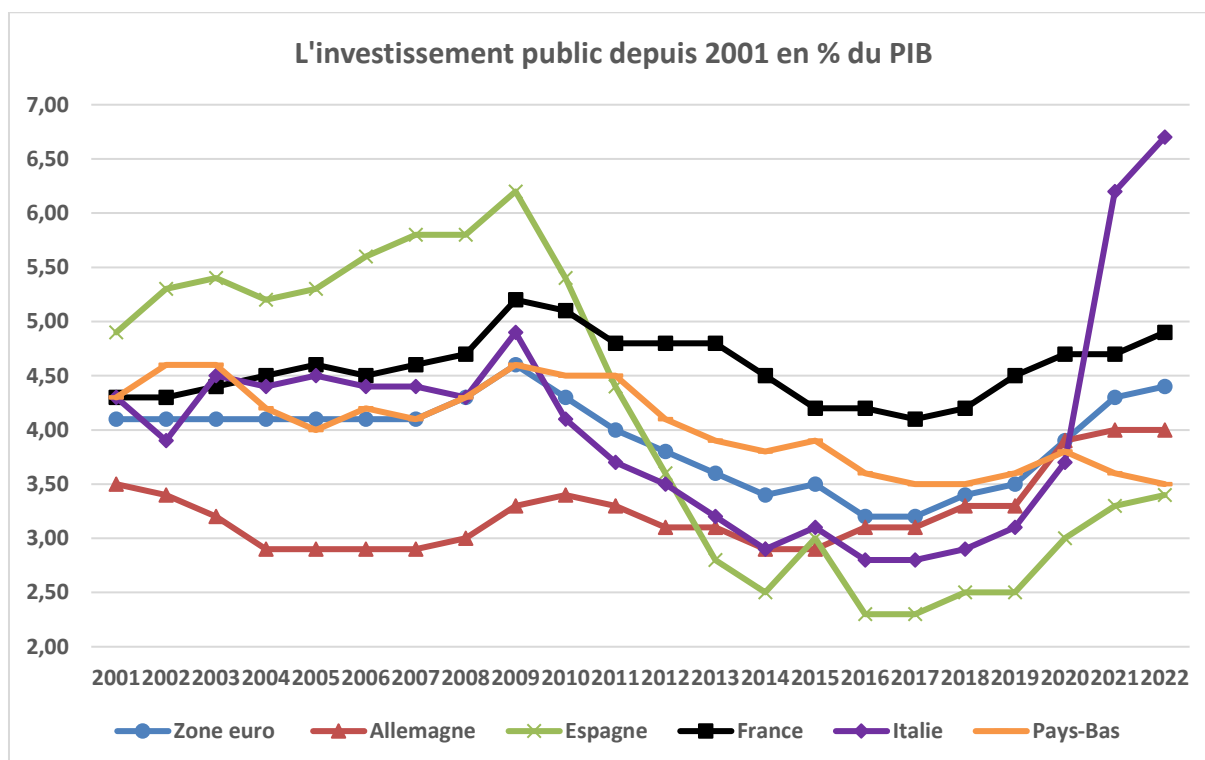
**La France investit plus que la moyenne de la zone euro dans le logement et les équipements collectifs locaux associés au logement. Elle investit un peu plus dans plusieurs autres fonctions (enseignement, préservation de l'environnement...) mais les écarts sont peu significatifs. De 2019 à 2021 (dernière année pour laquelle cette décomposition est disponible), le surcroît d'investissements publics, en France et dans la moyenne de la zone euro, est réparti entre de nombreuses fonctions.**

## A) La définition de l'investissement public

Les comptes nationaux permettent de connaître la « *formation brute de capital fixe* » (FBCF) des administrations publiques (98,7 Md€ en 2022 en France), qui est constituée de leurs acquisitions, nettes des cessions, d'actifs corporels et incorporels (comme les dépenses de recherche et développement). Les [administrations publiques](#) (APU) ne comprennent pas les entreprises publiques du secteur marchand, c'est-à-dire celles dont les ventes couvrent plus de la moitié de leur coût, comme EDF. Leurs investissements ne sont donc pas compris dans la FBCF des APU alors qu'ils sont souvent considérés comme des investissements publics.

Il est possible d'identifier dans les comptes nationaux les subventions d'investissement versées par les APU à d'autres secteurs (31,0 Md€ en 2022 en France). Elles comprennent celles qui sont attribuées aux entreprises publiques du secteur marchand mais aussi celles qui sont attribuées aux entreprises privées. Elles peuvent être ajoutées à la FBCF des APU pour mesurer la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement<sup>1</sup>, ce qui conduit à un investissement public d'un montant de 129,6 Md€ en France en 2022, soit 4,9 % du PIB<sup>2</sup>.

## B) L'investissement public de 2001 à 2022



Source : Eurostat ; FIPECO. Formation brute de capital fixe et aides à l'investissement.

<sup>1</sup> Une partie de ces investissements est financée par des aides européennes, notamment en 2022 avec le plan Next Generation EU.

<sup>2</sup> L'investissement public ainsi défini n'intègre pas les investissements réalisés par des entreprises privées dans le cadre de concessions de services publics, par exemple ceux des sociétés concessionnaires d'autoroutes. En revanche, les investissements réalisés dans le cadre de partenariats publics privés sont souvent inclus dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

### **1) Les années 2001 à 2019**

L'investissement public, ainsi entendu, a été relativement stable dans la zone euro, en pourcentage du PIB, dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Ensuite, il a d'abord connu un pic en 2009, sous l'effet des mesures de relance et de la diminution du PIB en valeur, puis une baisse importante jusque vers 2016. L'investissement public en Allemagne est toutefois resté à peu près au même niveau qu'avant la crise de 2008-2009. En revanche, il a fortement baissé dans certains pays comme l'Espagne et, à un moindre degré, l'Italie. Sa diminution en France a été un peu moins forte que pour la moyenne de la zone euro.

Si une remontée de l'investissement public est observable à partir de 2017, il était encore en 2019 en moyenne dans la zone euro au-dessous de son niveau de 2006-2007. Il était toutefois nettement au-dessus de ce niveau en Allemagne et à peu près au même niveau en France.

### **2) Les années 2019 à 2022**

De 2019 à 2022, en euros courants, l'investissement public a augmenté de 41 % dans la zone euro, de 20 % en France, de 35 % en Allemagne, de 130 % en Italie, de 43 % en Espagne et de seulement 15 % aux Pays-Bas. C'est en Italie (130 %), en Grèce (85 %) et en Slovénie (66 %) qu'il a le plus augmenté. La forte hausse comptabilisée par Eurostat en Italie résulte des aides à l'investissements. C'est en Slovaquie (1 %) et en Lettonie (10 %) que sa progression a été la plus faible.

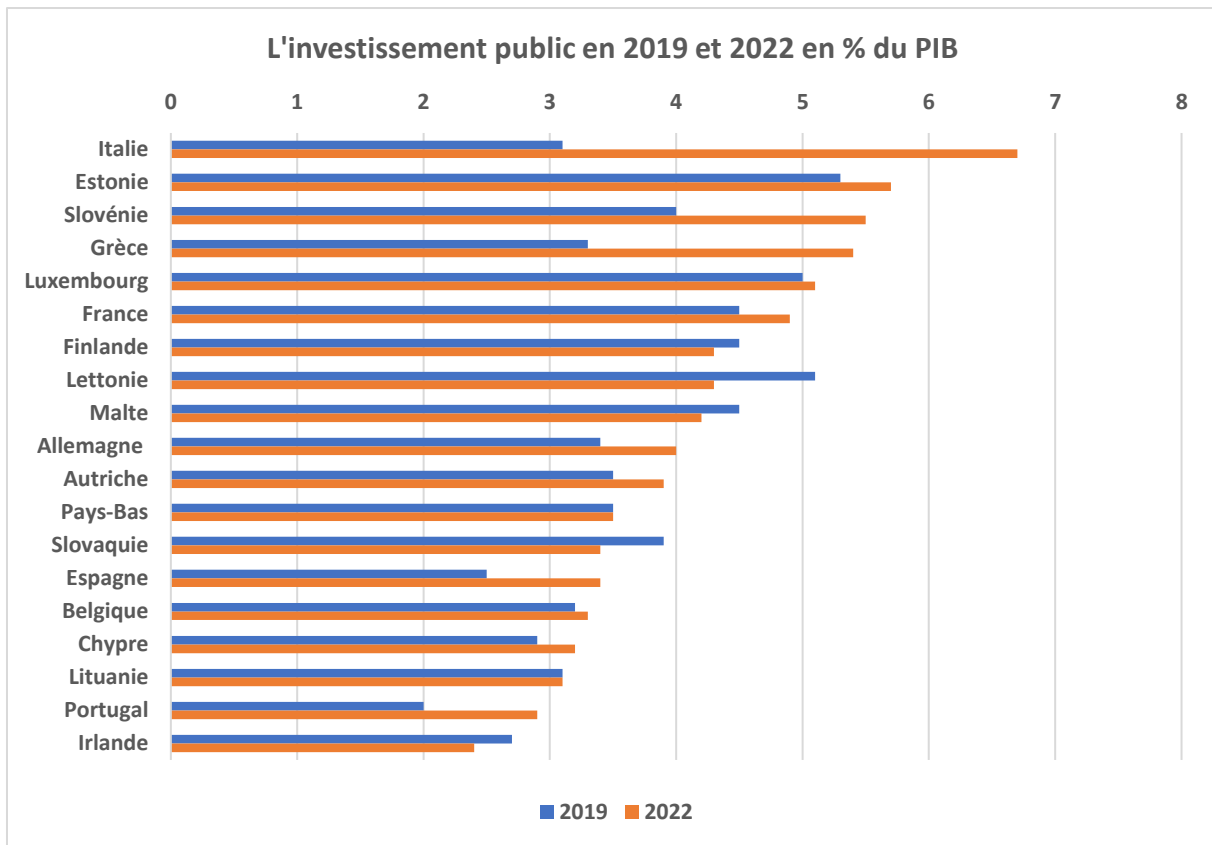
De 2019 à 2022, rapporté au PIB, l'investissement public a augmenté de 0,9 point en moyenne dans la zone euro (0,2 point pour la FBCF des administrations publiques et 0,7 point pour les aides à l'investissement), de 0,4 point en France, de 0,6 point en Allemagne, de 3,6 points en Italie et de 0,9 point en Espagne. C'est en Italie, en Grèce et en Slovénie qu'il a augmenté le plus. Il a diminué le plus en Lettonie (- 0,8 point) et en Slovaquie (- 0,5 point).

En moyenne dans la zone euro, l'investissement public a nettement dépassé en 2021 et 2022 son niveau d'avant la crise de 2008-2009 en pourcentage du PIB.

En pourcentage des dépenses publiques, il est passé de 7,5 % en 2019 à 8,7 % en 2022 dans la zone euro, de 8,1 % à 8,5 % en France, de 7,6 % à 8,1 % en Allemagne et de 6,4 % à 11,8 % en Italie.

### **C) L'investissement public en 2022**

Avec un investissement public représentant 4,9 % du PIB, la France est au 6<sup>ème</sup> rang de la zone euro en 2022 (elle était au 3<sup>ème</sup> rang en 2019). L'investissement public représente 4,0 % du PIB en Allemagne, 6,7 % en Italie, 3,4 % en Espagne et 3,5 % aux Pays-Bas. La moyenne de la zone euro est à 4,4 % du PIB.



Source : Eurostat ; FIPECO. Formation brute de capital fixe et aides à l'investissement.

## D) Les investissements par politique publique

Le tableau suivant présente la répartition des investissements publics par fonction (ou politique publique) en pourcentage du PIB en 2019 et 2021 (cette décomposition n'est pas encore disponible pour 2022).

La France investit nettement plus que la moyenne de la zone euro dans le logement et les équipements collectifs locaux associés au logement (éclairage, alimentation en eau...). Pour le reste, la France investit un peu plus dans les autres fonctions mais les écarts sont peu significatifs.

En France comme pour la moyenne de la zone euro, le surcroît d'investissements publics entre 2019 et 2021 est dispersé sur plusieurs postes et aucun n'y apporte une contribution particulièrement forte.

**La répartition des investissements publics par fonction en 2019 et 2021 (% du PIB)**

	France		Zone euro	
	2019	2021	2019	2021
Défense	0,3	0,3	0,2	0,3
Transports	0,8	0,9	0,7	0,9
Recherche non comprise dans les autres fonctions	0,6	0,6	0,5	0,6
Services généraux	0,3	0,5	0,3	0,4
Logements et équipements collectifs	0,4	0,5	0,2	0,2
Santé	0,2	0,3	0,2	0,2
Loisirs et culture	0,3	0,3	0,2	0,2
Environnement	0,2	0,2	0,1	0,1
Enseignement	0,4	0,4	0,3	0,3
Aides à l'investissement non sectorielles	0,3	0,3	0,1	0,1
Autres	0,7	0,6	0,7	0,7
<b>Total</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>	<b>3,5</b>	<b>4,0</b>

Source : Eurostat ; FIPECO. FBCF et subventions d'investissement.